

Aide d'urgence

Coincé-e-s en Suisse

Là où l'espoir a déserté, la vie dans les foyers d'aide d'urgence s'écoule lentement. Sans perspectives, les résident-e-s survivent au jour le jour et luttent contre l'apathie qui les guette.

Genève, foyer des Tattes

Il paraît que ça chauffe, certaines personnes sont jetées dehors et les entrées sont surveillées», s'exclame un résident. Situé à Vernier dans le canton de Genève, le foyer des Tattes est l'un des plus grands de Suisse. Ses douze bâtiments regroupent environ quatre cents personnes, principalement des jeunes hommes célibataires mais aussi des familles. En cet après-midi de décembre au foyer des Tattes, l'ambiance est tendue. Mise en place d'une porte électrique dans le bâtiment I, contrôle strict des entrées: la direction tente de lutter contre la présence de clandestins. Mais les résident-e-s s'inquiètent de voir la vie au foyer se détériorer encore. Depuis 2008, le foyer des Tattes est destiné aux débouté-e-s de l'asile mais il concentre en son sein des personnes avec divers statuts.

Dans le bâtiment I, réservé aux hommes déboutés de l'asile, des ombres se croisent. Silence. Des portes se ferment. Les longs couloirs rouges sont dénués de vie. A chaque étage, environ quarante personnes se partagent une douche et un WC. Pas de lavabo, ni de papier toilette. A chaque étage aussi, une cuisine commune où trône une grande poubelle en fer blanc et quelques plaques électriques. Aucun matériel de cuisine, aucun condiment. «Parfois, on nous coupe le chauffage ou l'eau chaude pour la douche. Parfois, le courant des cuisinières est coupé et on ne peut pas se préparer à manger», témoigne un résident.

Derrière chaque porte fermée, on découvre un îlot de vie. Dans cette chambre de 16m² habitée par quatre résidents, douze personnes sont assises sur les lits ou debout contre les parois. Toute la vie sociale se passe entre ces quatre murs. Le vide des couloirs contraste avec le trop-plein des chambres. Des vies ramassées, en petits tas, et une valise débordante sur une armoire en fer. Des chaussures ça et là. Une télé brouillée que personne ne regarde et une stéréo qui diffuse du reggae. Une bouilloire électrique, un frigo et un micro-ondes. Affiché à la porte, le calendrier de l'Avent de la Migros informe des bonnes affaires du mois de décembre. Les résidents partagent leur petit espace de vie avec d'autres hommes, souvent sans papiers, sans toit. Les regards sont vides. L'angoisse est omniprésente. «Où aller, que faire? On devient fous.» Face à l'incertitude, tous vivent dans un stress constant. Des mesures sont prises pour empêcher l'entrée de toute personne qui n'habite pas là. «C'est une question de sécurité», affirme Balthasar Staehelin, de l'Hospice général, l'institution genevoise de l'aide sociale. «On est déjà ici comme dans une prison. Comment vivre sans visiteurs?», s'inquiètent pour leur part les résidents. Déjà exclus de la société, ils craignent d'être davantage isolés.

Pas de droits

La vie quotidienne au foyer des Tattes se résume à peu de choses. «On n'a rien à faire. On reste là, dans les chambres, on discute, on boit du thé», explique Moussa*. Les contrôles policiers contribuent à augmenter un sentiment constant d'insécurité. «Ils arrivent en criant dans les chambres à six heures du matin, posent un pied sur le lit, demandent nos papiers et prennent nos empreintes», témoigne son voisin. Ceux qui ne sont pas résidents du foyer vivent dans la crainte d'être découverts. «L'hiver dernier, j'étais venu dormir ici à cause du froid, raconte un jeune homme. Quand j'ai entendu la police arriver,

j'ai sauté par la fenêtre pour fuir. Gravement blessé, j'ai passé quatre mois à l'hôpital. Après ça, j'ai pu avoir une place au foyer.»

A Genève, les personnes déboutées reçoivent dix francs par jour. Une à quatre fois par mois, elles vont tamponner leur «attestation de délai de départ et d'aide d'urgence» et reçoivent une nouvelle date de départ. plusieurs ont renoncé à l'aide d'urgence, par peur du renvoi. pour beaucoup, le plus dur, c'est le manque de liberté. pas le droit de travailler, pas le droit de bouger. «Un jour, je suis allé à Zurich en visite et j'ai subi un contrôle d'identité. J'ai dû rester cinq jours en prison juste parce que je n'ai pas le droit d'aller dans un autre canton. Et après, ils m'ont donné une amende de 1200 francs. Comment la payer?» Le stress continu, les changements de statuts, l'angoisse du lendemain font que beaucoup de personnes souffrent de problèmes psychiques. La situation semble sans issue. «Je veux un avenir. On doit survivre. Mais comment?»

Zurich, centre de la Juchstrasse

Le centre d'aide d'urgence est situé dans une banlieue éloignée, comme à l'écart du monde. Depuis la gare d'Altstetten, en région zurichoise, il faut parcourir un long chemin pour atteindre les quatre baraquements en bois brut coincés en bordure d'autoroute. A l'intérieur, les couloirs étroits et mal chauffés ne sont éclairés que par une unique petite lucarne, qui s'obscurcit chaque fois qu'un camion passe sur la chaussée.

Ces logements de fortune abritent le centre d'hébergement d'urgence de la Juchstrasse, l'un des sept que compte le canton de Zurich. il sert de toit à nonante personnes, des jeunes hommes célibataires, mais aussi des femmes et six enfants avec leurs parents. Deux d'entre eux y ont d'ailleurs vu le jour. Le centre n'est pas une institution de bienfaisance, mais le lieu d'une guerre des nerfs. Comme le dit Reto Weber, qui dirige le foyer depuis 2006: «Je n'ai pas reçu le mandat de tourmenter les gens, et ce n'est pas non plus ce que je fais. Mais l'aide d'urgence a très clairement un but dissuasif, ce qui explique bien des aspects de la vie dans un centre comme celui-ci.»

Le canton de Zurich a élaboré toute une série de mesures restrictives qui doivent être appliquées malgré les nombreuses complications qu'elles entraînent. Une partie des hommes déboutés doit changer chaque semaine de centre d'hébergement. Les soixante francs hebdomadaires servant à l'entretien de base des requérant-e-s débouté-e-s sont alloués sous forme de bons d'achat à la Migros. Mais pour s'en sortir avec ce maigre montant, les résident-e-s le convertissent en espèces auprès de connaissances et font leurs courses chez Aldi ou dans une épicerie turque.

Les personnes soumises au régime de l'aide d'urgence n'ont plus de papiers. Chaque démarche administrative devient un parcours du combattant. il ne leur est par exemple pas possible de retirer un envoi recommandé à la poste. Lorsque les centres ont tenté d'établir des papiers d'identité provisoires pour leurs résident-e-s, le canton a aussitôt réagi pour les en empêcher. il arrive ainsi que la décision négative du canton ne puisse pas être notifiée aux débouté-e-s concerné-e-s. Reto Weber raconte qu'il avait commencé à établir des autorisations de retrait pour les recommandés, à défaut de papiers d'identités. Même cela, le canton le lui a interdit.

Existences illégales

Sur plus de deux cents personnes hébergées à la Juchstrasse ces dernières années, six ont cédé aux brimades et sont volontairement retournées dans leur pays. Les autres ont été placées en détention ou ont disparu dans la clandestinité. Lorsque se cacher est impossible (par exemple pour les familles avec

enfants), il ne reste pas d'autre choix que de s'accommoder des conditions navrantes de l'aide d'urgence. Hanif*, vingt-neuf ans, originaire du nord du Pakistan, vit depuis 2006 dans un centre d'hébergement d'urgence. Il est arrivé à l'âge de vingt ans en Suisse pour suivre une formation dans le domaine du tourisme à Lucerne. Lorsque la situation s'est détériorée dans son pays, il a déposé une demande d'asile. Jusqu'au rejet de celle-ci, il était cuisinier dans un restaurant zurichois et gagnait 4800 francs par mois. Son statut actuel ne lui en paraît que plus amer. Dans son armoire métallique, deux casseroles, un peu de vaisselle et un paquet de nouilles: «C'est tout ce qu'il me reste», dit-il. Il y a quelques jours, Hanif est devenu père. Il montre sa famille sur l'écran de son appareil photo à toutes celles et tous ceux qu'il croise dans les couloirs mal éclairés. La maman est Suisse. «Enfin, il m'arrive quelque chose de bien», dit-il. Le Pakistan refuse de délivrer des papiers à Hanif. Même s'il voulait s'en aller, il ne le pourrait pas. C'est le cas de bien d'autres personnes vivant de l'aide d'urgence. Dans les statistiques des autorités, Hanif apparaît comme «bénéficiaire de longue durée».

Libres d'être arrêtés

Dans la cuisine commune, dont l'odeur rappelle les camps de ski, Meena*, une indienne de cinquante ans, prépare du riz aux œufs et au thon. La casserole contient davantage qu'un bon Migros, dit-elle, car elle cuisine pour plusieurs jours de suite.

Aujourd'hui, Meena projetait d'aller en train au centre d'aide d'urgence de Hintereg, où elle a longtemps habité. Une femme du village décore les locaux pour Noël, et Meena voulait l'aider. Mais son projet tombe à l'eau. La police est à la porte. Deux des habitants des baraques en bois viennent d'être arrêtés, ils attendent le visage face au mur, les mains liées dans le dos. Les autres pensionnaires s'arrachent furtivement à la sécurité relative de la salle commune pour jeter un coup d'œil à la scène. Reto Weber ouvre la fenêtre et crie aux policiers: «Ces gens sont chez eux ici! ils sont enregistrés.» «En tout cas, cette nuit, ils ne la passeront pas à la maison», rétorque une policière en riant. Après deux jours dans une cellule du poste de police, les deux hommes seront de retour au centre. Les agents n'ont rien à leur reprocher, si ce n'est leur séjour illégal en Suisse. Mais il s'agit de leur montrer qu'ils sont indésirables ici. Presque tous – sauf les femmes – ont déjà passé au moins 48 heures en détention. Sans enquête pénale, sans mandat d'arrêt en vue du renvoi ou de l'expulsion. Selon Reto Weber, la police patrouille les abords du centre. Un Algérien indique sur *Google Earth* les endroits où les agents se tiennent habituellement, car lorsqu'on les remarque, il est trop tard pour faire demi-tour. Certains habitants du centre vont jusqu'à emprunter à pied la bretelle autoroutière pour réduire le risque de se faire arrêter. Lorsque les bénéficiaires de l'aide d'urgence tentent de changer régulièrement de foyers sont attribués à la Juchstrasse, ils s'organisent pour dormir ailleurs. Beaucoup oscillent entre la clandestinité – qui entraîne la perte des bons Migros – et la vie au centre, si morne qu'elle rend fou.

Celles et ceux qui doivent rester au centre s'habituent lentement à leur vie ici, comme des personnes âgées n'ayant plus d'autre espoir.

* *Prénoms fictifs*

Article paru dans le magazine AMNESTY, n°64, publié par la Section suisse d'Amnesty International, février 2011.